



# Douaniers, dockers, élus... Ces «ripoux» sur lesquels s'appuie le crime organisé

Par Christophe Cornevin

Publié hier à 18:41, mis à jour hier à 18:41



Selon une étude Eurobaromètre menée au printemps 2022, 64 % de nos concitoyens jugent que la corruption est un phénomène répandu en France et 7 % indiquent en avoir déjà été victimes. *PopOff - stock.adobe.com*

## **ENQUÊTE - Douaniers, gendarmes, policiers, mais aussi élus et dockers sont devenus les cibles des trafiquants.**

Les limiers de la PJ en sont persuadés: la corruption est un outil de développement de l'activité criminelle, au même titre que l'extorsion ou les guerres d'influence sur fond de règlements de comptes. Les autorités, longtemps frappées de cécité, commencent à prendre la mesure du phénomène. Protéiforme, ce dernier semble s'être répandu dans tous les pores de la société, à bas bruit et au gré d'affaires qui ont souvent peine à retenir l'attention des gazettes. Et pourtant.

À Roissy - Charles-de-Gaulle, un douanier qui avait défilé lors du 14 juillet 2022 sur les Champs-Élysées a été interpellé le 8 mars dernier par l'antigang. Cet indélicat gabelou est soupçonné d'avoir aidé, pendant deux ans, des trafiquants à importer de la cocaïne en provenance d'Amérique du Sud, moyennant 50.000 euros pour chaque valise chargée de poudre sur laquelle il aurait fermé les yeux. Dix mois auparavant, un employé du même aéroport, porteur d'un badge rouge ouvrant l'accès aux «secteurs de

sûreté», était quant à lui intercepté en flagrant délit alors qu'il venait de récupérer, dans les toilettes, un sac à dos contenant 16 kg de cocaïne déposé par une «mule». À Cayenne, ce ne sont pas moins de onze policiers adjoints qui ont été mis en examen en juillet dernier et placées en détention provisoire, suspectés d'avoir facilité le passage de cocaïne de la Guyane vers la métropole. À Saint-Nazaire, enfin, une greffière s'est retrouvée dans la tourmente après avoir transmis des informations sensibles à un homme désigné comme proche d'un trafic de drogue.

## «Meilleur encadrement législatif»

Au fil de l'eau, ces histoires de compromissions remontent de manière fortuite, lorsque des «ripoux» apparaissent en marge de surveillance, d'écoutes téléphoniques, de perquisitions. Ou que leur nom a été lâché par un gardé à vue soudain désireux de soulager sa conscience. Assemblés, les dossiers dessinent un insondable marigot, dont les contours ne cessent de s'étendre. Une note d'analyse, publiée en octobre 2022 par l'Agence française anticorruption (AFA) et le ministère de l'Intérieur, en témoigne.

Entre 2016 et 2021, le nombre des dossiers de corruption clôturés par les services de police et de gendarmerie est passé de 170 à 248. Soit un bond de 46 %, qui, note le rapport, *«peut s'expliquer par le nombre des faits commis, mais également par un meilleur encadrement législatif, une meilleure formation des officiers de police judiciaires et des magistrats, et la multiplication du nombre d'acteurs pouvant saisir la justice (associations agréées, consortium international de journalistes d'investigation et lanceurs d'alerte)»*. Selon nos informations, les services enquêteurs ont résolu 192 dossiers de plus en 2022. Ces chiffres ne sont que la partie émergée d'un iceberg que la population voit droit devant elle. Selon une étude Eurobaromètre menée au printemps 2022, 64 % de nos concitoyens jugent que la corruption est un phénomène répandu en France et 7 % indiquent en avoir déjà été victimes.

S'ils ont été à l'origine de retentissantes affaires à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, notamment avec le scandale du Panama, qui a éclaboussé des hommes politiques et des industriels sous la III<sup>e</sup> République, ou celui des trafics de décorations, qui poussa le président Jules Grévy à la démission, les dossiers relatifs aux atteintes à la probité ont longtemps prospéré dans l'ombre. *«Il faudra attendre les années 1980-1990 pour voir la corruption émerger dans la sphère politico-financière, notamment au travers d'affaires emblématiques traitées par la police judiciaire de Paris, à l'image des marchés truqués des lycées d'Île-de-France»*, rappelle Thomas de Ricolfis, sous-directeur de la lutte contre la criminalité financière à la Direction nationale de la police judiciaire (DNPJ).

*«À l'époque, les dossiers étaient pris sous l'angle des abus de biens sociaux, d'escroquerie, de faux ou encore de recel. La corruption n'était guère évoquée, car très difficile à prouver, insiste le contrôleur général Ricolfis. Il nous faut en effet matérialiser*

*l'existence d'un "pacte", au nom duquel l'acte commis par quelqu'un est lié à de l'argent ou à un cadeau offert par un commanditaire. Or, la corruption peut se dérouler sur plusieurs mois, et les différentes séquences ne se font pas dans un même trait de temps, à la différence d'un homicide, où celui qui appuie sur la gâchette obtient un effet immédiat.»*

## **“Pour faire fructifier leur business, (...) les groupes criminels ont besoin d'informations que seuls les services étatiques possèdent**

Guillaume Hézard, commissaire divisionnaire chef de l'OCLCIFI

Autant dire que ces infractions «occultes», par définition jamais perpétrées au vu et au su du public, ne sont guère découvertes en flagrant délit. *«C'est arrivé une seule fois, dans une affaire jugée à Nanterre et mettant en cause un responsable d'EDF en charge de la maintenance dans le domaine des centrales électriques, souffle-t-on à la DNPJ. Grâce à un témoignage, nous avons pu déployer des techniques spéciales d'enquête et monter une opération d'infiltration pour matérialiser en direct une remise d'argent.»* En l'espèce, l'enquête patrimoniale a permis d'établir que le cadre «véreux» avait empoché plusieurs centaines de milliers d'euros en argent et «petits cadeaux».

Au tournant des années 2000, policiers et magistrats se retrouvent sous la pression des instances internationales, qui dénoncent une lutte insuffisante contre la corruption. Ils utilisent de plus en plus ce levier au cœur même de leurs procédures avant que, dans la foulée du scandale Cahuzac, en 2013, ne soient créés le Parquet national financier, l'Office central de lutte contre la corruption et les infractions financières et fiscales (OCLCIFI) au sein de la DNPJ, puis l'Agence française anticorruption. Désormais outillés, les enquêteurs français figurent parmi ceux qui sont le plus en pointe sur la scène mondiale. Et la traque pourrait encore prendre de l'ampleur.

### **Pris dans un engrenage**

En effet, le déverrouillage des réseaux cryptés EncroChat et Sky ECC, utilisés de manière quasi exclusive par les organisations criminelles du monde entier, accélère la lutte contre ce que les enquêteurs appellent la «*corruption de basse intensité*». *«Tel un bruit de fond ou le son d'une basse continue, cette dernière passe sous les radars pour éclabousser tous les secteurs de la société»*, assure Thomas de Ricolfis. *«Pour faire fructifier leur business, savoir si untel fait l'objet d'une fiche de recherche ou va être ciblé par une opération de police, les groupes criminels ont besoin d'informations que seuls les services étatiques possèdent»*, renchérit le commissaire divisionnaire

Guillaume Hézard, chef de l'OCLCIFF. *«Leur puissance financière (...) leur permet d'investir dans une stratégie de corruption propre à assurer leur impunité, leur fournir du renseignement et asseoir une emprise territoriale»*, confirme le dernier rapport annuel sur l'état de la menace établi par le service d'information, de renseignement et d'analyse stratégique sur la criminalité organisée (Sirasco).

Les salariés du privé sont aussi *«ciblés en raison d'une profession les amenant à pouvoir agir ou fournir du renseignement sur une partie spécifique de la chaîne logistique»*, assurent les analystes de la DNPJ, qui décrivent notamment la technique du cheval de Troie, très prisée dans les ports français. Détectée en 2020, 2021 et 2022 à Marseille, au Havre et en Martinique, elle met en scène des gros bras surnommés «extracteurs», cachés dans un conteneur déposé sur le quai par un complice près d'un autre conteneur «contaminé» pour y récupérer la drogue, après effraction de la porte. *«Le chargement illégal est placé dans le conteneur cheval de Troie, à bord duquel les extracteurs sont entrés»*, raconte le rapport qui conclut: *«Reposant sur l'entrée illégale d'individus et de camions dans une enceinte protégée et sur des manipulations logistiques ne pouvant être effectuées que par des professionnels, cette technique implique nécessairement des complicités: en premier lieu du docker chauffeur du cavalier, mais encore du chauffeur de camion et du personnel portuaire. (...) En fonction d'une participation plus ou moins régulière au trafic et de la quantité de la cocaïne sortie du port, la rémunération varie, allant de milliers d'euros à plus de 100 000 euros.»*

## **Pas moins de 26 kidnappings et tentatives liés à la cocaïne dans le port du Havre, où la poudre arrive à jet continu, ont été répertoriés par la police entre juin 2016 et décembre 2021.**

Parfois, la complicité peut virer au tragique quand le docker acheté devient moins «coopératif». Pris dans un engrenage, ceux qui ont voulu décrocher après un ou deux «coups» juteux se sont rendu compte qu'ils étaient tombés sous la férule d'organisations criminelles ultraviolentes et prêtes à tout pour garder leur accès au port. *«Cela commence par des menaces verbales et des intimidations, avec des hommes de main qui montrent aux récalcitrants la photo de leur maison ou des enfants à la sortie de l'école, confiait un officier au Figaro, en décembre 2021. Viennent ensuite les coups et les enlèvements.»* Selon nos informations, pas moins de 26 kidnappings et tentatives liés à la cocaïne dans le port du Havre, où la poudre arrive à jet continu, ont été répertoriés par la police entre juin 2016 et décembre 2021.

**«Déstabilisation de l'État de droit»**

«Arrosant» large, les gangs criminels peuvent aussi acheter des surveillants de prison pour laisser passer en cellule de la drogue ou des téléphones, soudoyer des agents de préfecture pour faciliter l'octroi de faux papiers ou encore des employés municipaux, à l'image de cet agent affecté au centre de surveillance urbain d'Arras condamné en 2021 pour avoir livré des informations à un trafiquant. Les compromissions de gendarmes et de policiers figurent au nombre des affaires les plus graves. À ce titre, le dernier rapport de l'Inspection générale de la police nationale (IGPN) laisse apparaître que le volume de saisines pour corruption de fonctionnaires a quasi doublé en deux ans, passant de 33 à 56 entre 2020 et 2022.

*«Au-delà de l'implication croissante des agents publics et privés (...), l'émergence de la corruption de la sphère politique est une menace désormais identifiée sur le territoire national»,* ajoute de son côté le Sirasco, qui cite en exemple la mise en examen, en 2022, de la maire de Canteleu et d'un de ses adjoints pour complicité avec des trafiquants locaux. Dans la maison police, cette tendance est baptisée la *«corruption des écharpes tricolores»*. Elle n'est pas la moins inquiétante puisque *«l'argent des trafics peut servir à des campagnes électorales»,* le *«recueil des votes, dans certains quartiers, peut être appuyé, voire organisé par des personnes en lien avec des groupes criminels»*. Parfois, c'est même le trafiquant ou un *«homme de paille»,* qui *«peut se présenter à une élection»,* la *«sphère associative»* pouvant alors *«servir à pénétrer les strates politiques»*.

## “Au-delà de l'implication croissante des agents publics et privés (...), l'émergence de la corruption de la sphère politique est une menace désormais identifiée sur le territoire national

Le service d'information, de renseignement et d'analyse stratégique sur la criminalité organisée (Sirasco).

Soulignant que *«la France n'est pas corrompue de manière systématique»,* les spécialistes de la DNPJ cherchent à avoir une *«vision plus claire du phénomène tant en termes d'occurrence que d'intensité»* afin de renforcer une *«prise de conscience»* chez les décideurs. Après la montée en puissance des groupes criminels aux Pays-Bas et en Belgique, où des figures gouvernementales ont été menacées de kidnapping, les enquêteurs se disent *«extrêmement vigilants face aux risques de déstabilisation de l'État de droit et du modèle démocratique au sein de l'Union européenne»*. En dépit de profondes réformes engagées depuis dix ans pour lutter contre ce fléau occulte, la France ne figure, selon l'indice de perception de la corruption de l'association Transparency International, qu'à la 21 place mondiale, entre l'Uruguay et les

Seychelles.

## La rédaction vous conseille

- [Coup de filet mondial: l'incroyable appli qui a piégé le crime organisé](#)
- [Les polices européennes démantèlent une nouvelle messagerie cryptée: 42 arrestations](#)
- [Kalachnikovs en kit, corruption politique, enlèvements et «jambisation»: le nouveau panorama du crime organisé dévoilé](#)

## Sujets

Sécurité

Corruption

Enquête